

EDITORIAL

Le Secrétariat d'Etat aux droits des femmes, conscient de l'importance de la recherche et des études pour la poursuite de son action, a décidé non seulement de continuer, mais d'augmenter le soutien donné d'abord par Y. Roudy, puis par Mme Gisserot à la seule revue d'études féministes existant en France. Le Ministère de la Francophonie, inquiet de la faiblesse de la présence française dans ce domaine d'action prioritaire de la Communauté Européenne, s'associe à ce soutien, ainsi que le Secrétariat d'Etat chargé des relations culturelles internationales du Ministère des Affaires Etrangères. Le Ministère de la Recherche, en collaboration avec le C.N.R.S. et Le Ministère de l'Education Nationale, vient de publier un plan de rattrapage du retard français en matière d'études et de recherches féministes. Ce plan comprend, entre autres mesures, la mise à parité de N.Q.F. avec les autres revues de sciences sociales du point de vue des moyens mis à sa disposition par le C.N.R.S. (bureau, matériel informatique, crédits de fonctionnement, vacations de secrétariat).

Voilà les nouvelles que nous aurions voulu pouvoir vous annoncer ; que nous devrions pouvoir vous annoncer, si nous vivions dans un pays normal. Non seulement la réalité est moins joyeuse, mais elle est strictement à l'inverse.

La revue a dû interrompre la publication pendant quatre ans par manque d'argent. La revue coûte quatre fois autant que ses recettes rapportent. Le déficit est permanent.

Ce déficit, de 1981 à 1986, a été comblé par des subventions provenant en majeure partie de la Mission interministérielle à la Diffusion de l'Information scientifique et technique, et du Ministère du Droit des Femmes (Ministère « Roudy »), et en moindre partie du C.N.R.S. (pour les deux derniers numéros), de la MIRE, du Centre National des Lettres, etc.... Quelques unes des subventions demandées en 1986 sont arrivées au cours de l'année 1987 : trop tard, bien trop tard. Incapable de payer la secrétaire de rédaction, la revue avait dû procéder à son licenciement économique, et tout s'est arrêté.

Les études féministes peuvent-elles exister sans un féminisme fort ?

En 1989, j'ai décidé de consacrer un an à trouver une solution stable et vivable pour la revue. Or, au bout de deux ans de démarches incessantes, aucune solution n'est à l'horizon.

Il est évident que ce désintérêt pour la revue est concomitant du désintérêt pour le domaine, désintérêt qui vient, si l'on peut dire, de tous les côtés, et pour toutes les raisons.

D'abord il est clair que pour ces institutions les études féministes ne sont pas un domaine scientifique, *a fortiori* un domaine légitime. Les Français, de ce point de vue, n'ont pas évolué depuis le début des années soixante-dix. Si la sociologie du travail par exemple, était en passe de ne plus avoir de revue, cela inquiéterait le C.N.R.S. et le Ministère de la Recherche. Mais que l'ensemble des recherches et des études féministes et sur les femmes n'ait même pas UN périodique, quand des domaines beaucoup plus étroits en ont souvent plusieurs, ne leur semble pas aberrant, ni même un sujet de préoccupation.

Le désintérêt pour la revue reflète le désintérêt pour les études féministes. Et le désintérêt pour les études féministes reflète, au niveau de la « Science », la résistance extraordinaire que la société française oppose, sans dé...semparer, depuis vingt ans, au féminisme, et qui est en passe d'avoir raison de celui-ci. Résistance extra-ordinaire, au sens propre (ou est-ce sale ?) parce qu'unique dans le monde occidental, et qu'avec un peu de détachement l'on pourrait même trouver admirable, comme on trouve admirable une curiosité paléontologique, par exemple la survie exceptionnelle des dinosaures (ou est-ce des vampires ?) dans les Carpathes des millions d'années après qu'ils aient disparu du reste de la planète.

Les études féministes sont-elles contraires au « génie français » ?

Ce désintérêt va de pair avec l'ignorance, ignorance sur tous les fronts. La plupart de nos interlocuteurs institutionnels n'ont jamais vu la revue, y compris celles et ceux qui sont nommés à des postes concernant les droits des femmes. Au Québec, toutes les femmes—car ce sont des femmes exclusivement que l'on trouve dans ces postes—occupant des fonctions homologues ont la collection complète de la revue. Au Québec, les droits des femmes, comme les autres ministères, sont dirigés par des personnes compétentes.

En France, dans certains domaines de l'action gouvernementale, c'est la vieille règle de la vieille armée (celle de la conscription) qui semble prévaloir aujourd'hui pour les nominations : « Ah, z'étiez pharmacien dans le civil ? Ben, v's occuperez de l'inspection des chaussures ».

Si Y.Roudy voulait mettre le mouvement social sous sa coupe, réalisant, un peu tard, qu'elle avait aussi besoin de lui, elle l'a néanmoins reconnu et aidé. Entre 1989 et 1991, en revanche, les associations ont été totalement ignorées ; et les études féministes, déjà vues comme « inutiles » dans le premier gouvernement socialiste, sont, depuis le passage de la droite et en dépit du « retour de la gauche », considérées comme superfétatoires (non pas que ce mot soit utilisé ; après tout, c'est vrai qu'il comporte plus de trois syllabes).

Au C.N.R.S., on pense que ce domaine doit s'estimer heureux d'avoir, en tout et pour tout, UNE équipe. Aucune dans aucun des quatre départements de sciences « dures » ; aucune dans les 13 sections du département des « Sciences de l'Homme et de la société » autres que la sociologie ; et dans cette section, qui compte une quarantaine d'unités de recherche, une seule vouée à ce thème. Pendant 3 ans il y en a eu deux. C'était clairement une de trop. En 1982, aux Assises Nationales de la recherche, aucune mention des nouvelles directions de recherche issues du renouveau du mouvement féministe. Ce dédain provoque la colère et une formidable mobilisation qui aboutira au fameux colloque de Toulouse. Les chercheuses sortent de l'ombre et de la clandestinité et demandent de pouvoir mener leurs recherches au grand jour, et avec des moyens normaux.

Un programme incitatif, « l'A.T.P. recherches sur les femmes et recherches féministes » est créé en 1983 pour 4 ans. Il est terminé depuis 4 ans, et rien n'est venu prendre son relais, en dépit des multiples efforts du comité scientifique du programme pour conserver quelque acquis et ne pas retourner à la situation *quo ante*. Or, nous sommes dans la situation *quo ante*, tant du point

de vue des « avancées institutionnelles », qui sont tout simplement nulles, que du point de vue de la reconnaissance du domaine.

En 1987, à la réunion de la section « Sociologie » du Comité National du C.N.R.S., on pouvait encore entendre des arguments contre le domaine opposant le « scientifique » et le « politique ». Les approches traditionnelles de la famille par exemple, qui nient la subordination des femmes au bénéfice de la théorie de l'« égalité dans la différence », continuent d'être considérées comme « neutres » et donc « scientifiques ». En d'autres termes ce qui est sexiste n'est pas « politique ». Tandis que les approches féministes, i.e. non-sexistes sont considérées comme « dérogeant à la neutralité » donc non-scientifiques...

Désespérant, non ? Et ce qui est peut-être encore pire, c'est que les arguments utilisés pour *défendre* le domaine s'inspirent de la même vision ringarde de la science : les études féministes, a-t-on dit, « s'éloignent de leurs origines militantes », et « gagnent donc en scientificité ». Or, si la première proposition est vraie, la deuxième ne l'est pas : ce qui se passe, c'est qu'en effet des études tout à fait classiques sur les femmes, n'incorporant aucune des critiques féministes, passent aujourd'hui pour des études féministes, et ainsi *perdent* en scientificité. Car si le féminisme a apporté quelque chose à la science, c'est une critique épistémologique et méthodologique mettant en évidence les présupposés non-scientifiques et non-examinés de la plupart des démarches classiques. Cette critique ne remet pas en cause la scientificité de ces démarches : elle en *prouve* la non-scientificité. C'est pour cette raison que l'on ne peut plus ne pas en tenir compte—ou plutôt qu'on ne devrait plus le pouvoir.

En Grande-Bretagne, beaucoup de chercheurs masculins ont revu leurs travaux à la lumière de ces critiques. Les manuels de sociologie de la famille ont été modifiés. Mais impossible n'est pas français, et de ce côté de la Manche, « partout, en province comme à Paris, la réponse du pouvoir universitaire est le rire » (Lagrave 1990) : le fameux rire gaulois—et scientifique, comme on sait.

On pourrait penser que le fait que les critiques féministes soient prises en compte en G.B., aux Etats-Unis, en Europe du Nord, que les études féministes soient dans certains de ces pays, comme la Hollande, positivement encouragées, jetterait le doute, dans l'esprit théoriquement ouvert de nos responsables scientifiques, sur la légitimité de leur ignorance. Eh bien non, car ces instances ignorent—au fond, assez logiquement—jusqu'à leur ignorance.

La place de la France dans le monde : ailleurs

Indépendamment de leur bonne ou mauvaise volonté personnelle par rapport à tel ou tel domaine, les responsables scientifiques ont à coeur que « la France tienne son rang » : soit présente dans tous les domaines scientifiques importants. Mais encore faut-il savoir quels sont les domaines scientifiques importants sur le plan international—car il n'y a de science qu'internationale. Or on ne sait pas : on n'a aucune idée, dans les hautes sphères, du gouffre qui sépare la situation française de celle des autres pays, du point de vue des études féministes. On trouve qu'une équipe, c'est assez, qu'une maison d'édition, c'est suffisant, qu'un programme de quatre ans, c'est carrément de la gâterie. On ne sait pas que toutes les maisons d'édition universitaires anglaises ont, dans leurs catalogues, régulièrement, semestre après semestre, trois à quatre pages sur vingt-cinq consacrées au « Feminism » ou aux « Gender Studies » ou aux « Women's Studies » (et je ne parle pas des Etats-Unis ; pour les besoins de la comparaison, je prends un pays de même taille, de même richesse, et situé dans le même continent que la France).

On ne sait pas qu'il existe en G.B., en sus de ces collections dans les grandes maisons d'édition, une dizaine d'éditions féministes indépendantes, dont certaines très importantes, qui consacrent aussi une partie de leur catalogue aux études et recherches universitaires. On ne sait pas que la seule maison SAGE a créé en deux ans deux revues d'études féministes spécialisées : *Gender and Society* et *Feminism and Psychology* ; que dans la seule année 1989 il est apparu deux nouvelles revues consacrées aux études féministes en Histoire : *Gender and History* (Grande-Bretagne), et *The Journal of Women's History* (Etats-Unis).

Quand on donne ce genre d'information aux responsables scientifiques de ce pays, on peut observer chez l'interlocuteur une mimique faciale fascinante et typiquement française, et qui signifie à la fois : « est-ce que c'est vrai? » et « si c'est vrai, est-ce que ça compte (puisque ça se passe ailleurs qu'en France)? ». On sent aussi que la dernière interrogation est tout de suite interrompue car elle se heurte à une certitude constitutive du sujet français : « ça ne peut pas compter, puisque ça voudrait dire qu'on n'est pas les meilleurs, or on est les meilleurs ».

Tout se passe comme si il y avait chez tout français un doute fondamental sur *la réalité de l'existence du monde en dehors des limites de l'hexagone*, et en tous les cas sur l'importance à accorder à ce fait—qu'il reconnaît, mais de façon sporadique. Parfois, une sorte de convulsion secoue la

France : les Japonais existent, des journalistes les ont rencontrés ; puis, comme épuisé par cet accès de réalisme, le pays retombe dans son franco-centrisme et sa béate auto-satisfaction.

Quelle bataille pour la langue ?

Cette auto-satisfaction de principe et l'ignorance qui la provoque mais aussi qui en découle—car pourquoi chercher à savoir ce qui a priori ne présente pas d'intérêt, ont des conséquences, sur beaucoup de plans. D'abord, je l'ai montré, on ne peut pas vouloir rattraper un retard qu'on ne connaît pas, qu'on ne perçoit pas. Ensuite on ne peut pas analyser correctement certains phénomènes, comme le déclin du français.

Si le secrétariat d'Etat aux droits des femmes et les instances de la Recherche, et plus généralement universitaires, ne s'inquiètent pas de la perspective de la disparition de la seule revue d'études féministes française, on pouvait penser que les défenseurs de la langue verraient la chose d'un autre oeil. Mais là aussi, refus : d'une part parce que pas plus que les autres responsables gouvernementaux, ils ne perçoivent que c'est un enjeu international. Mais aussi parce que la politique de la francophonie est fondée sur une ignorance des raisons du déclin de la langue.

La défense du français continue d'être conçue comme une bataille contre la prédominance de l'anglais. Or ce n'est pas là que cette défense peut se situer, car la prédominance de l'anglais est un fait : c'est la langue internationale, et une politique qui ne part pas de ce fait est vouée à l'échec. La question n'est pas, parce qu'elle ne peut pas être, de revenir en arrière dans l'histoire et de retrouver pour le français un statut de langue scientifique véhiculaire : il est perdu. Ce qu'il faut défendre, c'est ce qu'on peut encore défendre, et qui est déjà en danger : c'est l'emploi du français comme langue scientifique vernaculaire.

Ce qui menace le français, c'est la mauvaise qualité de la production française, mauvaise qualité due à son provincialisme. Les meilleures productions françaises délaissent les périodiques français, en partie mais en partie seulement parce que les périodiques internationaux sont en anglais ; mais aussi parce que les périodiques français n'ont pas une réputation de qualité suffisante. Et à quoi cela est-il du ?

L'emploi du français est menacé en France : pas par l'emploi de l'anglais, mais par l'ignorance de l'anglais. Le monde entier parle anglais, sauf nous. Le résultat ? Les francophones ne peuvent ni comprendre ni s'exprimer

dans les colloques internationaux ; depuis plus de quarante ans, 80 pour cent de la littérature dans n'importe quel domaine scientifique est en anglais, mais les étudiantes, et même certaines chercheuses continuent de faire des travaux avec une bibliographie exclusivement française. Comment dans ces conditions pourrions-nous avoir une production moyenne de qualité ?

Les Québécoises peuvent défendre l'emploi du français chez elles, parce que leurs productions en français sont de bonne qualité ; et elles sont de bonne qualité parce qu'elles ont accès à la littérature internationale ; et elles ont accès à la littérature internationale parce qu'elles lisent l'anglais.

Opposer, comme les termes d'une alternative, la publication en français à la publication en anglais est à la fois absurde et inefficace. C'est du « wishful thinking ». C'est pourtant ce que fait le Ministère de la Francophonie. Il enjoint aux scientifiques de publier en français plutôt qu'en anglais ; et les scientifiques lui répondent qu'elles/ils vont continuer à publier en anglais pour continuer à dialoguer avec leurs collègues du monde entier et dans des revues de qualité. Le Ministère de la Francophonie ferait mieux d'assurer des conditions qui donnent envie aux scientifiques de publier en français : d'aider les revues françaises à être de bonne qualité, et pour commencer, à être tout court.

Or ce Ministère, qui a des millions à dépenser pour acheter des espaces publicitaires dans *Le Monde* afin d'exposer sa pensée magique aux scientifiques (et mille fois plus pour faire des « sommets » avec les dictateurs de l'Afrique de l'Ouest), n'a pas, nous a-t-on répondu, de ligne budgétaire pour aider les périodiques francophones !

L'Europe féministe : peut-être, mais sans nous !

Ainsi, où qu'on se tourne, on trouve la même réaction : une politique de grandeur où le terme « politique » peut être remplacé par celui d'incantation, et un déni quasiment pathologique de la réalité. Pathologique en soi, et pathologique dans ses effets. En 1992, l'Europe. Des programmes, dans tous les domaines, unifiés. Unifiés par décrets, ou unifiés par incitation budgétaire. Les études féministes sont une *priorité* pour Bruxelles. Nous n'arrêtons pas de le répéter aux instances scientifiques françaises. Mais puisqu'« ils » sont les meilleurs, « ils » ne peuvent imaginer que les autres pensent différemment d'eux ; et « ils » n'ont même pas pris la peine de se renseigner. Le réveil va être dur. La France n'a, à la veille de 92, rien à montrer dans ce domaine. Ces instances vont découvrir que leur indifférence goguenarde vis à vis des études féministes ne leur vaudra pas des compliments de la part de leurs partenaires européens ; et que, de surcroît, une partie des subsides de la Communauté leur

passera sous le nez, bref que leur sexisme militant , pour une fois, ne sera pas payant.

Mais en attendant, ce sont les études et recherches féministes qui font les frais de la folie française : le retard français ne fait que s'accroître, et bientôt ne pourra plus être rattrapé, parce que les pouvoirs publics font plus que refuser de le rattraper : ils ne le perçoivent même pas.

Face à cela, que faire ?

La responsabilité des femmes

Les autres éléments du problème sont-ils importants ? « On n'a pas tiré le canon , Sire, pour quinze raisons ; la première est que nous n'avons pas de canon... ».« Arrêtez-vous-là, dit le Sire en question, les quatorze autres raisons ne m'intéressent pas ».

Je ne les mentionnerai donc que brièvement. Dans cette situation, la petite communauté des études féministes n'est pas sans responsabilités. Et si elle n'a pas de responsabilités dans l'avènement de cette situation, elle en a dans sa perpétuation : elle en aura, si elle accepte sa marginalisation continuée, si elle accepte d'être dépouillée de ses moyens de travail, de ceux qu'elle n'a pas encore acquis, mais aussi de ceux qu'elle avait. Certes, la résistance de la société française rend tout plus difficile pour nous, et tout plus méritoire aussi. La mobilisation et l'unité qui ont conduit à Toulouse étaient admirables.

Mais cela n'a pas duré. Au moment où il fallait consolider les acquis, beaucoup de chercheuses se sont désintéressées de l'organisation du milieu, nécessaire pour continuer d'exercer une pression sur les instances universitaires et de recherche. Et pour des raisons paradoxales : elles prétextaient qu'elles n'avaient pas le temps, devant « faire leur recherche ». Mais ces recherches étaient payées par le programme de l'ATP, lui-même obtenu par la pression du milieu. C'était lâcher la proie pour l'ombre, sacrifier l'essor du domaine et donc la possibilité de recherches futures aux recherches immédiates.

Mais derrière ce calcul à courte vue, il y a aussi une vision implicite de la division du travail : aux unes d'organiser le milieu, de faire les mobilisations, les représentations auprès des pouvoirs publics, de gérer le programme de recherche—et bien peu réalisent la charge de travail que cela a constitué pour les femmes qui étaient à ce comité scientifique—et aux autres d'en récolter les fruits.

Cette attitude, on la trouve à l'égard de tous les moyens que les études féministes, et plus généralement le mouvement féministe, se sont donnés, et donc vis à vis de la revue : une attitude de consommatrices. Tout le monde veut que la revue continue d'exister, mais quasiment personne ne veut faire le travail. Le résultat, il est parlant : « Pénélope » s'est éteint dans l'indifférence générale, ainsi que tous les autres organes de presse.

Les féministes—même les enseignantes et chercheuses—ne s'abonnent pas systématiquement. N.Q.F. a deux cents abonnements en France, dans un pays de 55 millions d'habitants ! L'une des revues féministes hollandaise a 1500 abonnements...pour 15 millions d'habitants. Les féministes françaises non seulement ne considèrent pas qu'elles doivent soutenir leur mouvement, et que s'abonner à ses publications est une action militante, mais elles ont toujours eu, non seulement une attitude de consommatrices, mais une attitude irresponsable—une attitude infantile , dans les matières touchant à l'argent (or , l'argent touche à tout). C'est ainsi depuis le début et cela ne s'améliore pas. A chaque réunion, il y en a pour demander : « Comment cela se fait que l'entrée ne soit pas gratuite? » (« Comment cela se fait que les femmes qui ont organisé l'événement n'aient pas 20.000 F à mettre de leur poche pour louer la salle ? »)

Nous avons tendance à régresser dès que nous sommes dans une réunion, à considérer toutes les autres femmes comme notre maman et à demander qu'« on »—les autres—nous prenne en charge à tous les niveaux. L'existence de « PsychéPo », qui a joué sur cette faiblesse, n'a rien fait pour réconcilier les Françaises avec le principe de réalité—sans parler même du principe de solidarité.

Enfin, il faut bien en parler : le féminisme ne serait pas si honteux si les féministes n'étaient pas si honteuses. C'est avec une étonnante facilité que certaines chercheuses et enseignantes sont rentrées dans le placard quand elles ont senti le vent tourner. Non seulement elles ne se disent pas , ou plus , féministes, mais elles marginalisent les autres féministes, pour ne pas être « coupables par association »—quand bien même leurs sujets de recherche doivent leur légitimité au féminisme, ou qu'elles ont bénéficié de financements de l'ATP. Elles ne veulent prendre aucun risque pour leur carrière individuelle. Si toutes, nous avions fait cela, on ne parlerait pas du féminisme dans l'institution, même pour s'en moquer. Il n'y a pas de mouvement collectif qui ne demande aussi quelque courage individuel.

Les perspectives : se battre et/ou périr

« A l'heure où nous mettons sous presse », quoi de nouveau ?

Nous avons interrompu la sortie de la revue pendant deux ans par manque d'argent. Puis, ayant bénéficié d'une petite subvention américaine, nous avons à la fois mis en chantier le numéro suivant et entamé des démarches auprès de quatre directions ministérielles. De celles-ci, trois nous ont refusé des subventions au bout de quinze jours. En revanche, le Secrétariat d'Etat aux droits des femmes nous a fait lanterner sans jamais nous dire franchement « non ». Or je ne voulais pas sortir la revue—sachant que ce pouvait être la dernière—sans pouvoir annoncer quelque chose sur son avenir. Les attermolements de Michèle André, qui avait A.Fouque pour éminence grise, son refus de refuser franchement sont donc responsables du retard de la parution de ce numéro annoncé pour Novembre 1989.

Cependant nous en avons profité pour faire un numéro triple—et pour vérifier que la mauvaise volonté de la Secrétaire d'Etat sortante se double de mauvaise foi, puisqu'elle a envoyé des promesses de subvention—à nous et à d'autres associations—...le 17 Mai (*le cachet de la poste faisant foi*), date à laquelle elle ne faisait plus partie du gouvernement depuis plusieurs jours et ne pouvait donc plus engager aucun crédit ! (nous aimerions d'ailleurs que les associations à qui elle a joué le même tour nous écrivent).

Pour l'instant, nos caisses sont vides, et si rien ne change, ces trois numéros réunis dans un seul fascicule seront les derniers. Mais on peut toujours espérer.

De ce point de vue, on ne peut rien attendre que de bon du changement de gouvernement, de la nomination d'Edith Cresson comme premier ministre, et de celle de Véronique Neiertz, unanimement reconnue comme une féministe et surtout comme une de ces rares personnes politiques « de convictions », aux droits des femmes.

Mais on ne peut réduire le problème à celui des subventions données ou non par un petit Secrétariat d'Etat. D'une part parce que il n'est pas normal que cette revue soit en déficit : il suffirait qu'elle ait quatre fois plus d'abonnements pour qu'elle s'auto-finance, et ne dépende plus des subventions, qui ne sont jamais garanties, et coûtent un temps et une énergie disproportionnés.

D'autre part, parce que le problème de cette revue, c'est celui des études féministes en général. Et le soutien à une revue, ou la nomination d'une

professeure, ou l'obtention d'un contrat, ou d'un centre de documentation, ne résoudront pas ce problème général.

Le Secrétariat d'Etat aux droits des femmes n'a que de petits moyens. En raison de cela, il ne peut subventionner l'ensemble de la recherche féministe, qu'il renvoie à juste titre à la Recherche. Mais, ayant de petits moyens, il n'a pas de chargée de mission à la Recherche. Le Ministère de la Recherche—non plus que les autres—n'a pas de chargée de mission en études féministes. Les conditions minimales de travail n'existent pas : il n'y a pas de structure permanente de concertation, et en conséquence la concertation ne se fait pas.

Les chercheuses attendent beaucoup du département des « Sciences de l'Homme et de la société » du C.N.R.S. On se demande pourquoi. Ce département n'est que l'un des cinq, et le plus petit, des départements du C.N.R.S., qui n'est lui-même que l'un des organismes de la recherche publique. Il n'est, de l'aveu même de ses responsables, que le dernier maillon d'une chaîne, qui passe par le directeur général du C.N.R.S., qui passe par le Ministre de la Recherche, qui reçoit lui-même ses directives et ses grandes orientations du cabinet du premier ministre.

Les chercheuses et les enseignantes féministes continuent de s'adresser à des sous-directeurs et autres sous-fifres, qui n'ont aucune autonomie d'action, et à se faire renvoyer au « règlement » : et tout le monde accepte la fiction que c'est le « règlement », ou la nature des choses, qui empêchent les études féministes de se développer en France.

La réalité est tout autre. Un secteur qui est nouveau et qui est en compétition avec des secteurs bien établis, ne peut pas gagner contre ceux-ci dans la course à des moyens par définition limités.

Contre l'action des groupes d'intérêt établis, des féodalités retranchées, seule la volonté politique peut, en redéfinissant les priorités, donner une chance à ces secteurs nouveaux que les collègues—qu'ils soient de l'Université ou du C.N.R.S.—ne peuvent voir que comme des menaces.

Or il n'y a pas de volonté politique en France. Si au C.N.R.S. par exemple, « on » ne considère pas que les femmes soient une priorité ou même un « objet » valable, c'est que les responsables n'ont aucune raison d'utiliser leur faible marge de manoeuvre pour mécontenter tout le monde : et le pouvoir, et le milieu.

La morale de ceci, c'est que la dynamique normale des choses va conduire à la réduction et à la disparition progressive des études féministes dans ce pays. La seule façon de renverser cette tendance inexorable serait la formulation d'un plan de rattrapage. Or ceci ne peut être décidé qu'à un niveau élevé, parce que le concours de tous les ministères est nécessaire. Un tel plan exigerait donc, comme cela s'est fait en Hollande, la création d'une instance puissante, par exemple un comité interministériel entièrement consacré à cette tâche, et disposant de pouvoirs étendus. Ceci ne se fera pas sans une volonté politique, et cette volonté politique n'existera pas d'elle-même.

C'est aux intéressées—chercheuses, enseignantes, étudiantes—de la susciter : en auront-elles les forces sans le concours de toutes les féministes ? En définitive, c'est aux féministes de ce pays de se demander si elles veulent des études féministes. Si elles les veulent, il faudra qu'elles les obtiennent de haute lutte. Comme d'habitude.

Christine DELPHY
20 Mai 1990